

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1813

Artikel: Le repositionnement de l'UDC : en temps de crise, peut-on être encore à la fois nationaliste et ultra-liberal?
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013809>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le repositionnement de l'UDC

En temps de crise, peut-on être encore à la fois nationaliste et ultra-libéral?

André Gavillet (16 février 2009)

Les contradictions entre l'idéologie et la pratique politique de l'UDC étaient connues depuis longtemps, mais gommées par les succès électoraux. Aujourd'hui, à l'heure des déconvenues, elles éclatent au grand jour.

Le premier pilier de la doctrine est l'exaltation de la souveraineté nationale, le refus de transfert de compétences à une autorité supra-nationale, notamment européenne. Les choix du peuple s'exprimant par la démocratie directe sont, et doivent rester, la loi suprême. Le second pilier doctrinal assure la critique de l'Etat. Tout ce qu'on lui reprend, car il est prédateur, est autant de liberté reconquise. Cet ultra-libéralisme est alors justifié par la responsabilité individuelle, chacun assume sa propre défense, symbolisée par «*l'arme à la maison*».

Inadéquation

Les analyses de l'électorat de l'UDC révèlent une distorsion entre l'idéologie affichée et le statut social des adhérents. Ils sont en majorité de condition modeste, plutôt âgés, résidant dans les zones campagnardes ou semi-urbaines. L'ultra-libéralisme, le démantèlement de l'Etat sont contraires à leurs intérêts directs, même si la propagande enrobe les attaques contre l'Etat social sous le camouflage de la chasse

aux z'abus, et aux «étrangers profiteurs».

L'UDC fit, dans la pratique, les concessions utiles. L'agriculture trouvait dans ses rangs de zélés protectionnistes. Mais aussi les monopoles électriques, et même les banques cantonales. La cohérence entre la doctrine et la pratique était mise à mal, mais le parti s'en accommodait, jusqu'à la crise.

Une droite anticapitaliste

La crise financière et économique a révélé d'autres z'abus que ceux des «profiteurs» de l'assistance sociale. Les milliards évaporés, les pertes historiques, les bonus sont d'une autre dimension. Et quel coût pour l'Etat, sollicité d'intervenir et de jouer les sauveurs! Comment, dans de telles circonstances, maintenir la ligne ultralibérale? Il y a la paille du fonctionnement de l'Etat social, mais la poutre de la dérive des marchés financiers.

La faillite de Swissair fut un exercice préalable. L'UDC ne manqua pas de saisir l'occasion d'une critique de la nomenklatura économique radicale. Mais en refusant l'interventionnisme de l'Etat-sauveur, elle restait fidèle au libéralisme qu'elle affichait. Toutefois, elle n'a pu tenir cette position lorsqu'il s'est agi de

sauver UBS. Elle a souscrit au dépannage de la banque. Mais elle a préconisé des mesures interventionnistes sur la structure de la banque, les bonus et la rétribution des cadres.

Qui?

Garder comme pilier de la doctrine la souveraineté nationale, intransigeante, et démontrer que le capitalisme sans feu ni lieu y porte souvent gravement atteinte, ce serait positionner, à côté de la droite libérale, une droite nationaliste et anticapitaliste.

Qui pourrait conduire cette évolution de l'UDC? On aurait pu dire Christoph Blocher, car elle correspond à son tempérament. Mais il a déjà tenu le premier rôle dans la phase I du mouvement, il ne peut, milliardaire, sans contradiction incarner la phase II.

A défaut, l'UDC restera le compagnon de route de la droite libérale, utile pour contenir les dépenses de l'Etat, maintenir le secret bancaire et refuser l'adhésion à l'Union européenne. A moins que s'impose un nouveau leader, qui devrait apporter autre chose que les «boîtes» à lait de Toni Brunner. Le poste de leader de la droite anticapitaliste est à repourvoir.